



Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

<http://www.sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article765>

# 19 Mars 2012 : Occupation du Rectorat

- Actualité des luttes -



Date de mise en ligne : mardi 20 mars 2012

---

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

---



Reportage France Bleue Lorraine :

[IMG/mp3/France\\_bleu\\_sud\\_lorraine\\_19\\_mars.mp3](#)

Retrouvez des articles de presse dans le portfolio en bas de page, ainsi qu'une photo de l'Est Républicain [ici](#).

Lundi 19 mars 2012

## Communiqué

Cette année encore, le gouvernement supprime 804 postes de l'Éducation Nationale dans l'Académie de Nancy-Metz. C'est à nouveau un sale coup porté au service public. Cette décision aggrave encore les conditions de travail des personnels et les conditions d'étude des élèves. En première ligne, les RASED dans le premier degré et les lycées professionnels dans le second. Ce sont les élèves des classes populaires et les plus en difficulté qui trinquent en premier.

Mais ce ne sont pas les seuls ; à tous les niveaux, les attaques fusent :

- à la maternelle : son remplacement annoncé par des jardins d'éveil payants ;
- au primaire : des programmes rétrogrades ;

- au collège : la réduction des ambitions éducatives aux seules compétences du socle commun ;
- au lycée général et technologique : des élèves regroupés dans des classes remplies à leur maximum, la disparition des groupes à effectif réduit, l'enseignement technologique industriel menacé de disparition ;
- au lycée professionnel : 25 % d'enseignement en moins pour les élèves de BAC PRO et une concurrence déloyale exercée par l'apprentissage ;
- à l'université : moins de financements publics, plus de frais de scolarité et de tutelle du secteur privé ;
- et partout : des classes surchargées, une mise en concurrence généralisée, la multiplication des contrats précaires et des heures supplémentaires, la disparition de la formation des enseignants et un management qui n'a rien à envier aux entreprises privées.

Au total, depuis 2007, 80.000 postes ont été supprimés dans l'Éducation Nationale. Mais ce sont tous les services publics qui subissent cette oeuvre de destruction : 150.000 emplois ont été supprimés dans la fonction publique. Impôts, hôpitaux, culture, transports, eau, énergie : pas un secteur n'échappe à cette politique de dégraissage et de privatisation.

Aujourd'hui, le gouvernement Sarkozy met en oeuvre dans l'Éducation Nationale ce que les gouvernements précédents ont fait dans les secteurs de l'eau, des transports, de l'énergie, des télécoms, des banques, etc. Il s'agit d'affaiblir les services publics, de faire en sorte qu'ils coûtent moins cher et fonctionnent moins bien, avant de les transférer au secteur privé pour qu'ils soient source de profit pour la finance et les actionnaires.

Mais les services publics nous appartiennent. Ils sont la propriété collective de toute la population. Non seulement parce qu'ils ont été acquis par les luttes collectives des générations précédentes, mais également parce qu'ils devraient assurer la satisfaction de besoins essentiels à tous, y compris aux plus démunis.

Aujourd'hui la finance, les actionnaires et les gouvernements à leur service, nous dépossèdent de nos biens publics. C'est du vol et il nous faut nous réapproprier cette richesse collective. Au Rectorat, dans les écoles, les collèges, les lycées, comme dans les hôpitaux, dans les bureaux de poste et dans tous les services publics, nous sommes chez nous et les impératifs de la finance mondiale n'y ont pas leur place.

**L'école est à nous !  
On se battra jusqu'au bout !**